

PROGRAMME DE FORMATION

Dialogue
social
européen

2018



*Se réunir est un début,
Rester ensemble est un progrès,
Travailler ensemble est la réussite.*

*Henry Ford, industriel américain
1863 - 1947*

Madame, Monsieur,
Chers collègues, chers amis,

Nous sommes heureux de pouvoir vous présenter notre programme de formation « Dialogue social européen » 2018/19.

Le Centre européen pour les travailleurs (EZA) est un réseau de 73 organisations de travailleurs issues de 30 pays européens qui fondent leur travail sur des valeurs sociales chrétiennes. Les membres d'EZA sont des syndicats, des organisations de travailleurs socio-culturelles ainsi que des centres de formation et de recherche qui traitent des questions relatives aux travailleurs.

L'objectif d'EZA est de proposer des sessions de formation à l'échelle européenne destinées aux représentants des travailleurs afin de leur donner les moyens d'agir face aux divers nouveaux défis qui secouent le monde du travail. En parallèle, la dimension européenne des manifestations servira à l'échange d'expériences entre les participants et au renforcement d'une identité européenne.

Du point de vue du contenu, le programme de formation d'EZA tourne autour de trois questions initiales :

Comment réussir l'intégration sur le marché du travail ? Quels facteurs exercent une influence directe sur la vie professionnelle ? Quels éléments de la vie professionnelle influencent, à leur tour, la qualité de vie des travailleurs ?

Concrètement, les thèmes « Nouveaux rapports de travail : numérisation et stratégies syndicales », « Travailler et vivre dans un monde numérisé », « Le socle européen des droits sociaux » et « Qualité du travail » occuperont ainsi le devant de la scène. Par ailleurs, le thème « Stratégies des institutions européennes » sera davantage approfondi en insistant, cette année, sur le « Renforcement des capacités ». Le projet spécial pour les organisations de travailleurs dans les Balkans occidentaux sera également poursuivi.

Les thèmes « Intégration des migrants et des réfugiés sur le marché du travail », « Emploi des jeunes et marchés du travail inclusifs » ainsi que « Sécurité et protection de la santé au travail : des postes de travail sains » seront également au programme.

Le groupe cible du programme de formation d'EZA est composé de multiplicatrices et multiplicateurs issus des syndicats et d'autres organisations de travailleurs, notamment de jeunes talents constituant la relève.

Vous trouverez, sur les pages suivantes, toutes les informations intéressantes concernant la participation au séminaire eu égard à son contenu, aux porteurs de projet, aux sites et aux dates du séminaire ainsi qu'aux probables langues de travail.

Merci d'adresser vos inscriptions directement au porteur de projet correspondant.

Nous serions ravis de vous envoyer notre newsletter électronique « Actualités EZA » qui vous informe de notre travail quatre fois par an. Vous pouvez vous la procurer via notre site Internet (www.eza.org) ou en nous envoyant directement un e-mail (goeden@eza.org).

Nous souhaitons également attirer votre attention sur notre série de publications « Contributions d'EZA au dialogue social » que vous pouvez consulter sur le site Internet d'EZA. Vous pouvez aussi commander chaque contribution individuellement en nous envoyant directement un e-mail (znined@eza.org).

Réunis par notre objectif commun visant à renforcer le dialogue social en Europe, nous sommes impatients de vous voir participer en nombre aux sessions de formation proposées.

Königswinter, mars 2018

Sigrid Schraml, secrétaire générale, et l'équipe d'EZA

Groupe de thèmes 1

Intégration et participation au marché du travail – Com- ment devenir un travailleur ?

11 – Intégration des migrants et des réfugiés sur le marché du travail – le rôle des organisations de travailleurs

Intégrer les migrants et les réfugiés au marché du travail – le rôle des organisations de travailleurs

Varsovie / Pologne

18.10. – 20.10.2018

Europejski Dom Spotkań – Fundacja Nowy Staw

Agata Dziubińska-Gawlik

Tél. : +48 – 81 – 534 61 91

E-mail : eds@eds-fundacja.pl

Grâce à son séminaire, la Fundacja Nowy Staw souhaite donner l'opportunité à des représentants de syndicats et d'organisations de travailleurs issus de différents pays de l'UE de bénéficier d'un échange d'expériences sur l'intégration des migrants et des réfugiés sur le marché du travail et dans la société. Par ailleurs, des stratégies doivent être développées pour savoir comment les organisations de travailleurs peuvent lutter contre les pratiques illégales sur le marché du travail, comment elles peuvent aider les travailleurs étrangers à s'intégrer sur le marché du travail local et comment elles peuvent convaincre les sociétés qui accueillent de l'importance des travailleurs étrangers sur le marché du travail et ainsi créer une opinion positive vis-à-vis des immigrés et des réfugiés dans la société.

Langues : en, de, pl

11-01-18-SE

» Le rôle des organisations de travailleurs dans l'intégration des réfugiés au marché du travail : ce qui est fait et ce qu'il reste à faire

Madrid / Espagne

14.09. – 15.09.2018

FIDESTRA (Associação para a Formação, Investigação e Desenvolvimento Social dos Trabalhadores)

Maria Reina Martin

Tél. : +351 – 21 – 887 62 59

E-mail : mariareina.martin@gmail.com

Une intégration la plus rapide possible des réfugiés sur le marché du travail est une des conditions préalables à une intégration réussie dans la société, les autres composantes étant le regroupement familial, la santé, la réadaptation, l'assistance juridique et la maîtrise de la langue du pays d'accueil. Pour les syndicats et les organisations de travailleurs, le séminaire de FIDESTRA doit profiter de l'occasion pour montrer des voies leur permettant de collaborer afin d'empêcher que les réfugiés d'aujourd'hui ne deviennent les chômeurs de longue durée de demain et afin d'arriver à encourager une amélioration des conditions de travail dans les secteurs qui emploient de nombreux réfugiés et où l'on constate très souvent des emplois précaires (comme dans le secteur du bâtiment, de l'hôtellerie et de la restauration, des soins et du travail domestique).

Langues : de/it, en, es, pt

11-02-18-SE

» Promouvoir l'intégration des migrants et des réfugiés dans la société et au marché du travail de l'Union européenne

Madrid / Espagne

22.02. – 24.02.2019

FIDESTRA (Associação para a Formação, Investigação e Desenvolvimento Social dos Trabalhadores)

Maria Reina Martin

Tél. : +351 – 21 – 887 62 59

E-mail : mariareina.martin@gmail.com

L'objectif du groupe de travail de FIDESTRA, qui est mené en collaboration avec la Plateforme Internationale pour la Coopération et la Migration, est de définir des stratégies politiques pour l'intégration des

migrants et des réfugiés sur le marché du travail. C'est notamment la situation des pays dont le marché du travail a beaucoup souffert de la crise économique et financière et qui continuent à être fortement touchés qui doit ainsi être analysée. L'accès à un bon emploi sur le plan qualitatif y étant plus difficile que dans d'autres pays, il convient également de discuter de la manière dont les migrants et les réfugiés peuvent être aidés pour accéder à un logement ou à l'éducation et à la formation afin que l'intégration sociale puisse également être encouragée lorsque l'intégration sur le marché du travail est difficile. Lors du séminaire, les organisations de travailleurs doivent imaginer des moyens visant à reconnaître les qualifications acquises dans les pays d'origine, à permettre l'accès standardisé au droit du travail, à la protection sociale et aux services publics et à créer des conditions de travail et de rémunération similaires pour les migrants et les réfugiés comme pour le reste de la population.

Langues : en, es, it, pt

11-03-18-PF

)] Nouvelles formes de travail et mobilité européenne

Trente / Italie

19.10. – 21.10.2018

UNAIE (Unione Nazionale delle Associazioni degli Immigrati ed Emigrati)

Alberto Tafner et Francesco Bocchetti

Tél. : +39 – 0461 – 23 43 79

E-mail : info@trentininelmondo.it

Sous l'influence de la crise économique et financière mais également celle de la numérisation du monde du travail, de nombreuses nouvelles formes d'emploi sont apparues qui ont en commun d'exiger une forte dose de flexibilité de la part des travailleurs et de leur offrir une plus faible sécurité. L'objectif du séminaire d'UNAIE est d'élaborer des stratégies pour les organisations de travailleurs afin qu'elles puissent également définir et préserver les droits des travailleurs pour ces nouvelles formes d'emploi. Parmi ces droits figurent des droits sociaux tels que, par exemple, les droits en lien avec la sécurité et la santé au travail ou les droits à la sécurité sociale et les droits du travail. Il convient également d'étudier la manière dont on peut éviter que la flexibilité se fasse au détriment des travailleurs et que la frontière entre travail et vie privée s'estompe progressivement.

Langues : en, fr, it

11-04-18-SE

› L'Union européenne et la Méditerranée : travail, légalité, migration et intégration

(Sicile) / Italie

25.05. – 26.05.2018

MCL / EFAL (Movimento Cristiano Lavoratori / Ente Nazionale per la Formazione e l'Addestramento dei Lavoratori)

Enzo De Santis et Piergiorgio Sciacqua

Tél. : +39 – 06 – 77 26 12 47

E-mail : efal@mcl.it

Ce sont notamment les régions de l'Union européenne assez faibles économiquement qui enregistrent, depuis des années, un grand nombre de travailleurs qui émigrent car ils s'attendent à avoir de meilleures opportunités sur le marché du travail d'un pays plus riche. Ce rêve devient parfois réalité pour de jeunes travailleurs hautement qualifiés mais plus rarement pour des travailleurs plus âgés disposant d'un faible niveau de formation. Dans le pays d'accueil, ces derniers se voient notamment exposés au risque de l'emploi précaire et du travail au noir. L'une des conditions préalables essentielles à une intégration sociale réussie est l'intégration sur le marché du travail et l'exercice d'un travail durable réglementé et sécurisé par la loi. L'objectif du projet de MCL / EFAL est d'entreprendre un bilan critique de la migration des travailleurs en Europe. Les motivations de la prise de décision pour la migration, qui s'explique souvent par la mauvaise situation du marché du travail dans le pays d'origine, doivent ainsi être étudiées et les opportunités et les risques du processus de migration analysés, aussi bien pour les travailleurs en particulier que pour les pays concernés en général.

Langues : de, en, es, it

11-05-18-SE

12 – Emploi des jeunes et les marchés du travail inclusifs

› Accès des jeunes au marché du travail

Băile Felix / Roumanie

21.09. – 24.09.2018

CSDR / Departamentul Educare – Formare al CSDR (Confederația Sindicatelor Democratice din România / Departamentul Educare – Formare al Confederației Sindicatelor Democratice din România)

Ioan Leon Naroși

Tél. : +40 – 21 – 310 20 80

E-mail : international@csdr.ro

Le projet repose sur les connaissances tirées du projet de l'année dernière et considère différents facteurs qui limitent l'accès des jeunes au marché du travail. Dans le cadre du projet de l'an dernier, les participants en sont venus à la conclusion que l'un des facteurs handicapants pour les jeunes travailleurs est que de nombreux employeurs exigent une expérience professionnelle, même pour un premier emploi. Le projet traite donc des sujets suivants : (1) les attentes des jeunes travailleurs concernant les emplois et les conditions de travail, (2) les compétences qui favorisent l'intégration sur le marché du travail et (3) les certificats et les attestations relatifs à des expériences professionnelles préalables qui sont déterminantes pour la recherche d'emploi. Par ailleurs, ce projet doit traiter du rôle des syndicats pour faire coïncider les attentes des jeunes concernant l'emploi avec les postes proposés sur le marché du travail. Enfin, Le projet présente des mesures couronnées de succès dans différents pays membres de l'Union européenne pour l'intégration des jeunes sur le marché du travail.

Langues : de, en, es, ro

12-01-18-SE

› **Marché du travail inclusif**

Baia Mare / Roumanie

20.09. – 23.09.2018

IFES (Institutul de Formare Economică și Socială)

Silviu Traian Ispas

Tél. : +40 – 264 – 41 25 27

E-mail : ifes@ifes.ro

L'objectif du projet est de donner une vue d'ensemble des nouveaux défis à relever pour un marché du travail inclusif. Parmi ces difficultés, on retrouve, entre autres, une insécurité croissante et persistante, une population vieillissante, un pourcentage élevé de chômeurs de longue durée et un taux de chômage élevé parmi les jeunes ainsi qu'un changement des qualifications exigées pour les postes à pourvoir. De plus, le projet donne un aperçu des conséquences de ces éléments sur les travailleurs jeunes et sur les plus âgés qui se trouvent en position de faiblesse sur le marché du travail. Une meilleure compréhension de ces défis et de leurs conséquences permettra aux organisations de travailleurs de provoquer une plus grande prise de conscience et de développer des stratégies sur la manière dont on peut relever ces défis. Une attention particulière est accordée au concept de l'apprentissage tout au long de la vie en tant qu'opportunité d'intégration pour les travailleurs jeunes et plus âgés, ainsi que pour les travailleurs en position de faiblesse.

Langues : de/es/it, en, ro

12-02-18-SE

› **Marché du travail inclusif et emploi des jeunes : analyse pan-européenne**

Jurmala / Lettonie

31.05. – 02.06.2018

LKrA (Latvijas Kristīga Akadēmija)

Skaidrīte Gūtmane

Tél. : +371 – 6 – 775 33 60

E-mail : rektore@kra.lv

Le socle européen des droits sociaux sert de boussole dans ce projet qui doit étudier la manière dont cette initiative politique peut favoriser l'emploi des jeunes. L'organisation responsable du projet donnera, notamment, une vue d'ensemble des initiatives législatives et non législatives concrètes ainsi qu'un aperçu du potentiel du Semestre européen

en tant qu'instrument de gouvernance. Les participants à cette mesure de formation sont invités à élaborer des décisions sur les opportunités de mise en œuvre de la Garantie pour la jeunesse dans le cadre du socle. En outre, les mesures de politique sociale nationales qui ont conduit à un taux important du chômage des jeunes dans les États baltes seront observées à la loupe et mises en relation avec les propositions faites dans le socle. Les participants sont invités à proposer des mesures visant à lutter contre le chômage des jeunes en présentant les responsabilités aussi bien de la part des employeurs que de la part des jeunes travailleurs.

Langues : en, lv

12-03-18-SE

» Les jeunes sur le marché du travail – comment améliorer leur situation ?

Osijek / Croatie

07.06. – 09.06.2018

HKD Napredak (Hrvatsko kulturno društvo Napredak)

Franjo Topić et Vanja Gavran

E-mail : info@hkdnappedak.com et
vanjagavran@gmail.com

L'emploi et le chômage des jeunes sont marqués par des caractéristiques particulières dans les pays du Sud de l'Europe et dans les pays candidats à une adhésion à l'UE. Dans ce projet, les causes et les conséquences spécifiques du chômage élevé des jeunes dans l'Europe du Sud et de l'Est seront étudiées. Grâce à un dialogue et des discussions entre décideurs, représentants d'organisations de travailleurs et jeunes travailleurs, les participants essaient de trouver une réponse à la question de savoir quels sont les principaux obstacles à une meilleure intégration des jeunes sur le marché du travail et comment leurs besoins et leurs demandes peuvent être mieux pris en compte. Les mesures prises dans le cadre de la Garantie jeunesse et de l'Initiative pour l'emploi des jeunes sont soumises à une évaluation. Des recommandations visant à une amélioration du système éducatif sont développées et les conséquences de l'exode de jeunes citoyens bien formés pour la région ainsi que pour le système de sécurité sociale sont débattues. Enfin, l'exode de jeunes travailleurs formés venant de pays à faibles revenus dans des pays à revenus élevés contribue, notamment, à une fracture toujours plus grande dans le développement des pays au sein de l'Union européenne. L'autre objectif du projet est de reprendre les exemples de bonnes pratiques tirés d'autres États membres de l'UE.

Langues : de, en, hr, it

12-04-18-SE

› La génération du millénaire au travail

Sofia / Bulgarie

24.09. – 26.09.2018

PODKREPA (Confederation of Labour PODKREPA)

Vesselin Mitov

Tél. : 00 359 – 2 – 987 98 87

E-mail : vesko@podkrepa.org

L'objectif global du projet de formation est la création d'une plateforme pour la représentation des jeunes travailleurs destinée à l'échange sur les défis pour la génération Y sur le marché de l'emploi, au renforcement de la prise de conscience concernant ces défis, à l'échange d'exemples de bonnes pratiques et d'enseignements à tirer. L'objectif prioritaire est ainsi l'étude de défis professionnels auxquels doivent faire face les membres de la génération Y pour l'équilibre travail-vie privée. La « génération Y » est la génération qui a grandi avec les nouvelles technologies en tant que « Digital Natives » et c'est, par conséquent, la génération qui est la plus confiante dans l'utilisation des compétences numériques sur le lieu de travail. Avec le souhait de cette génération de jouer un rôle prépondérant dans la société et de contribuer de manière déterminante à celle-ci, et avec son penchant pour des horaires de travail flexibles, la génération Y se retrouve souvent dans des situations où elle travaille partout et tout le temps. En outre, le projet doit permettre de discuter de la transition entre formation et emploi. En raison de la démocratisation de l'enseignement tertiaire, la génération Y est très probablement la mieux formée de tous les temps. Il est probable que son orientation par rapport au travail, différente de celle des générations précédentes, conduira à de nouveaux modèles dans le domaine du temps de travail, de la culture de direction et de la formation des salariés. Malgré le fait que le travail soit si important pour cette génération, les jeunes travailleurs sont condamnés à appartenir à un nouveau groupe caractérisé par des conditions de travail précaires et des stages mal rémunérés et majoritairement incertains. Par conséquent, ce projet permettra d'élaborer des recommandations pour la génération Y afin de faciliter le passage de la formation à l'emploi.

Langues : en

12-05-18-KO+PF

Groupe de thèmes 2

**Façonner les relations industrielles au travers des organisations de travailleurs –
Quels facteurs influencent directement la vie professionnelle ?**

21 – Stratégies des institutions européennes – Renforcement des capacités

» « Renforcer le dialogue social – façonner l'intégration européenne » : projet spécial pour les organisations de travailleurs dans les Balkans occidentaux

Pays des Balkans occidentaux

01.04.2018 – 31.03.2019

EZA (Europäisches Zentrum für Arbeitnehmerfragen)

Sigrid Schraml

Tél. : +49 – 22 23 – 29 98 – 0

E-mail : eza@eza.org

Les pays des Balkans occidentaux sont en voie de stabiliser et d'intensifier leurs relations avec l'UE. Ils aspirent, pour certains, à une adhésion à l'UE sur le long terme. De nombreux partenaires d'EZA entretiennent depuis longtemps des relations avec des organisations de travailleurs dans la région et constatent ainsi un besoin considérable de création d'un dialogue social. EZA a, par conséquent, également établi comme priorité, pour l'année de formation à venir, le renforcement du dialogue social dans cette région.

La situation des travailleuses et des travailleurs dans la région des Balkans occidentaux sera analysée lors de différentes sessions de formation. L'objectif est, de plus, d'échanger des expériences vécues dans des pays des Balkans occidentaux et des pays de l'UE concernant la création du dialogue social à différents niveaux. Des stratégies de mise en place, de transformation et de renforcement des structures régionales solides du dialogue social doivent être développées en les adaptant aux pratiques européennes.

Langues : à définir

21-02-18-SP

Renforcement des capacités des organisations de travailleurs – la future image des organisations de travailleurs à la lumière des conditions générales en mutation

(Majorque) / Espagne

06.02. – 08.02.2019

Krifa (Kristelig Fagbevægelse)

Rolf Weber et Søren Fibiger Olesen

Tél. : +45 – 72 27 – 71 53

E-mail : row@krifa.dk (Rolf Weber) et

sfo@krifa.dk (Søren Fibiger Olesen)

Par la réalisation du présent projet, Krifa souhaite effectuer une étude des défis internes pour les organisations de travailleurs. De manière générale, le projet analysera l'image que le grand public a des syndicats et notamment la forme d'action de grève qui est de plus en plus critiquée. Eu égard à la réputation des syndicats, il convient d'étudier à nouveau les autres raisons pour lesquelles une grande partie de la population n'est pas (plus) disposée à s'organiser syndicalement. Enfin, l'adhésion à un syndicat est le fondement des syndicats, la composante essentielle de leur force organisationnelle et l'élément fondamental de leur légitimité à exister et de leur reconnaissance. Par ailleurs, les avantages d'une affiliation syndicale ainsi que les stratégies destinées à recruter de nouveaux membres doivent également faire partie de cette formation. En étudiant les défis internes, le projet aura un aperçu de la manière dont les syndicats gèrent cette nouvelle réalité dans les différentes régions d'Europe. Enfin, le projet permet également de mettre en lumière les facteurs extérieurs qui ont des répercussions sur le poids politique des syndicats.

Langues : de, en, es

21-03-18-SE

Meilleures pratiques de services dans un règlement alternatif de conflits

Budapest / Hongrie

24.05. – 25.05.2018

MOSZ (Munkástanácsok Országos Szövetsége)

Anita Diana Rácz et Imre Palkovics

Tél. : +36 – 1 – 275 14 45

E-mail : international@munkastanacsok.hu

Le dialogue social n'a pas la même intensité dans les différents États membres de l'UE. Il en va de même pour la reconnaissance des partenaires sociaux et les accords conclus par ces derniers. C'est pour cette raison que MOSZ prévoit une évaluation des prestations à disposition concernant les modes alternatifs de règlement des conflits (MARC) dans différents pays de l'UE en tant que moyen de résolution des conflits collectifs avant que le recours judiciaire ne soit saisi. Face au droit du travail hongrois actuel, les mécanismes des MARC offrent une véritable valeur ajoutée pour les travailleurs car on préfère souvent une résolution alternative des conflits à une procédure judiciaire. En 2017, la concertation sur le travail et les prestations de règlement des litiges ont été justifiées par la fédération nationale des représentants des travailleurs. Dans le cadre du présent projet, les modes de fonctionnement et expériences de concertation sur le travail ainsi que les prestations de règlement des litiges seront évalués en établissant des comparaisons avec des prestations similaires dans d'autres pays de l'UE. Un accent particulier sera mis sur le rôle des organisations de travailleurs dans ces prestations et sur la valeur ajoutée de la concertation pour éviter et régler les conflits d'intérêt.

Langues : de, en, et autres

21-04-18-SE

› Gestion de la diversité des âges – enjeux pour les partenaires sociaux et leurs attentes

Varsovie / Pologne

23.04. – 25.04.2018

KK NSZZ „Solidarność“ (Komisja Krajowa NSZZ „Solidarność“)

Elżbieta Wielg et Józef Mozolewski

Tél. : +48 – 58 – 308 42 41

E-mail : e.wielg@solidarnosc.org.pl et

zr.podlaskiego@solidarnosc.org.pl

L'Europe d'aujourd'hui se caractérise par un vieillissement de la population. Afin de préserver les systèmes de sécurité sociale nationaux, il est nécessaire que les travailleurs plus âgés puissent rester plus longtemps en activité sur le marché du travail et qu'en parallèle, les jeunes travailleurs soient insérés sur ce même marché. L'embauche de différentes générations sur le marché du travail est source de défis particuliers pour les services du personnel des entreprises. Par ailleurs, les syndicats ne peuvent plus compter sur le fait d'être les représentants d'un groupe homogène de travailleurs. Les exigences des travailleurs et leur attitude vis-à-vis du travail sont différentes selon les différentes tranches d'âge. Par conséquent, le projet devra présenter et analyser les

initiatives proposées et déjà mises en œuvre pour une gestion de l'âge dans une sélection de pays. De cette manière, KK NSZZ « Solidarność » essaie de développer et de renforcer les capacités des organisations de travailleurs afin d'être un partenaire compétent et responsable dans le dialogue social. Il convient d'accorder une attention particulière à l'accord-cadre autonome européen signé par les partenaires sociaux concernant le vieillissement actif et la solidarité intergénérationnelle. Enfin, Solidarnosc prévoit de contribuer au renforcement du dialogue social par la consolidation du rôle des syndicats dans le domaine de la création et du contrôle d'une gestion de la diversité générationnelle.

Langues : de, en, fr, it, pl

21-05-18-SE

Des syndicats aux services de rapports sociaux : un nouveau modèle

St. Julians / Malte

06.12. – 07.12.2018

UHM (Union Haddiema Magħqudin)

Daniele Fantechi

Tél. : +356 – 21 23 48 01

E-mail : projects@uhm.org.mt

Avec ce projet, UHM vise le renforcement de la capacité des organisations de travailleurs à rester un partenaire indispensable dans le dialogue social de la société européenne. Avec l'évolution technologique, la mondialisation, la mobilité croissante des travailleurs et de nouvelles formes d'emploi, les structures du dialogue social traditionnel et le rôle traditionnel des syndicats sont de plus en plus sous pression. Cela est d'autant plus valable dans le contexte des défis à relever par la jeune génération de travailleurs de l'UE. Grâce au présent projet, UHM veut approfondir le concept de la gestion du changement pour préparer l'organisation de travailleurs aux défis d'aujourd'hui et de demain. De plus, avec ce projet, UHM encouragera les représentants syndicaux à participer activement à des initiatives qui peuvent apporter une réponse à ces défis. Par ailleurs, il convient d'identifier de possibles mesures grâce auxquelles le renforcement des capacités et la gestion du changement peuvent être durablement soutenus et le fossé entre les travailleurs seniors et les jeunes générations de travailleurs atténué. De plus, le projet présentera les futurs mécanismes de financement pour les syndicats ainsi que le rôle des fédérations européennes et la manière dont elles peuvent soutenir les organisations de travailleurs au niveau national.

Langues : es, it, pl, en

21-06-18-SE

› L'avenir des organisations de travailleurs dans une Europe en mutation : analyse et stratégies pour l'engagement des jeunes

Madrid / Espagne

03.12. – 05.12.2018

USO – CCFAS (Unión Sindical Obrera – Centro Confederal de Formación y Acción Social)

Dulce María Moreno Hernández

Tél. : +34 – 91 – 308 25 86

E-mail : dulce.moreno@uso.es

En guise de point de départ à ce projet, USO analyse les tendances générales sur le marché du travail européen et au sein de la société européenne, qui sont caractérisées par la réticence croissante des citoyens à s'organiser syndicalement ainsi que par une perte de confiance dans les organisations de travailleurs. Dans un deuxième temps, USO analyse les défis et les opportunités créés par la numérisation pour les organisations de travailleurs. Le projet expose concrètement les options d'utilisation des outils numériques avec lesquelles les jeunes travailleurs et les travailleurs employés dans de nouvelles formes de travail peuvent être abordés. L'échange avec d'autres organisations de travailleurs ainsi qu'une présentation des initiatives des organisations de travailleurs au niveau européen feront partie du programme. De cette manière, USO envisage de faire partie d'un processus de renouvellement permanent par lequel les organisations de travailleurs peuvent s'adapter aux nouvelles réalités de la société et au marché du travail. Ce qui précède est nécessaire pour parvenir à un dialogue social efficace, constructif, reposant sur la collaboration.

Langues : en, es, pt

21-07-18-SE

› Séminaire de lancement : priorités du dialogue social européen

Bucarest / Roumanie

22.11. – 25.11.2018

EUROFEDOP (Europese Federatie van het Overheidspersoneel)

Bert van Caelenberg

Tél. : +32 – 2 – 230 38 65

E-mail : bert.vancaelenberg@eurofedop.org

L'objectif du « séminaire de lancement » est de présenter les priorités thématiques du programme de formation « Dialogue social européen » 2019 d'EZA et de donner l'opportunité de réfléchir de manière approfondie sur les thématiques actuelles du dialogue social, même dans le contexte du programme pour l'Emploi, la Croissance, l'Équité et le Changement démocratique de la Commission européenne, du socle européen des droits sociaux et d'autres stratégies politiques des institutions européennes.

Langues : de, en, es, fr, it, pt

21-08-18-KO

› Stratégies pour les organisations de travailleurs en vue de concevoir une politique de l'emploi et une politique sociale grâce aux possibilités européennes de subvention

Vilnius / Lituanie

Automne 2018

EZA (Europäisches Zentrum für Arbeitnehmerfragen)

Sigrid Schraml

Tél. : +49 – 22 23 – 29 98 – 0

E-mail : eza@eza.org

Le Fonds Social Européen (FSE) est régulièrement utilisé par des organisations de travailleurs pour la création de politique du personnel, de l'emploi et de politique sociale dans l'UE. Les projets de la période de financement 2014 – 2020 se trouvent actuellement en phase de réalisation et seront bientôt également évalués pour préparer la nouvelle période de financement. Au sein d'EZA, un réseau qui permet aux participants de mettre en commun et d'évaluer des idées et des expériences relatives à leurs projets relevant du FSE a été instauré. Le présent projet doit, entre autres, faire naître un élan concernant la manière dont on peut également faire progresser, à l'avenir, les objectifs qui sont importants pour les organisations de travailleurs, de manière générale, avec l'aide du FSE.

Langues : à définir

21-09-18-AG

› Le dialogue social dans le secteur de l'éducation

Part 1 : Katowice / Pologne 25.05. – 27.05.2018

Part 2 : Varsovie / Pologne 12.10. – 14.10.2018

KK NSZZ „Solidarność“ (Komisja Krajowa NSZZ „Solidarność“)

Elżbieta Wielg et Józef Mozolewski

Tél. : +48 – 58 – 308 42 41

E-mail : e.wielg@solidarnosc.org.pl et

zr.podlaskiego@solidarnosc.org.pl

Les changements sociaux, notamment en raison du développement numérique, doivent surtout être pris en compte dans la formation et l'enseignement. Dans le même temps, ces institutions sont souvent très rigides et lentes quant à l'application des réformes, alors que les évolutions décrites ci-dessus se déroulent très rapidement. Les écoles, qui doivent effectivement préparer les étudiants aux changements futurs dans la vie et le travail, répondent de moins en moins à cette mission. Les techniques et le savoir numériques doivent être de plus en plus utilisés dans la formation. Les opportunités offertes par les instruments de formation numériques doivent être débattues dans le projet, les expériences à ce sujet doivent être échangées et il convient de réfléchir à la contribution du dialogue social qui peut être apportée dans ce processus.

Langues : en, fr, pl

21-14-18-PF

› Une Europe plus unie, plus puissante et plus démocratique pour les partenaires sociaux

Bruxelles / Belgique 25.09. – 26.09.2018

Beweging.academie

Sofie Put

Tél. : +32 – 2 – 246 37 31

E-mail : sofie.put@beweging.net

L'objectif du projet est l'élaboration d'un cahier des charges du point de vue des partenaires sociaux et, notamment, des travailleurs concernant le développement d'un label qualité social AAA en Europe. L'Europe souhaitée par le Président de la Commission européenne,

Jean-Claude Juncker, avec une note sociale AAA a été décrite plus en détail dans son discours sur l'état de l'Union en 2017 : une UE qui garantit des mesures politiques par lesquelles le bien-être économique comme le bien-être social de ses citoyens est assuré grâce à la prospérité pour tous, à la répartition des richesses, au respect de la diversité culturelle, à la création d'une société commune et à un égal accès à de bonnes prestations. Dans le cadre du projet, le livre blanc sur l'avenir de l'Europe, le document de réflexion sur la dimension sociale de l'Europe et d'autres documents de réflexion qui ont eu des répercussions sur la politique sociale, tels que le document de réflexion sur l'approfondissement de l'Union économique et monétaire, doivent être analysés. Enfin, les participants à cette mesure de formation analyseront et formuleront des propositions concrètes pour un office européen de l'emploi sur la base de l'expérience vécue par les partenaires sociaux et les organisations de travailleurs.

Langues : de, en, es, fr, nl

21-15-18-AG

)] Rajeunir les organisations de travailleurs pour développer des capacités et connaissances

Lisbonne / Portugal

11.10. – 13.10.2018

CIFOTIE (Centro Internacional de Formação dos Trabalhadores da Indústria e Energia)

António Matos Cristóvão

Tél. : +351 – 21 – 357 04 48

E-mail : cifotie@mail.telepac.pt

Le principal objectif du projet est d'accroître l'attention des organisations de travailleurs vis-à-vis de leurs membres vieillissants et de lancer un processus de mutation, les organisations de travailleurs se préparant aux changements dans la représentation des travailleurs au niveau européen face aux évolutions économiques actuelles. Il est particulièrement important de déclencher ce processus maintenant afin que des représentants de travailleurs expérimentés puissent transmettre des compétences et un savoir à de jeunes représentants étant donné que dans le cas contraire, les organisations de travailleurs perdent des connaissances et de l'expérience lorsque les représentants plus âgés partent à la retraite. Afin d'imposer un bain de jouvence aux organisations de travailleurs, le projet présente de nouveaux concepts de syndicats qui reposent sur les développements socioéconomiques de chaque organisation. Le programme de cette mesure de formation

comprend la présentation d'exemples de bonnes pratiques concernant le renforcement de la viabilité des organisations de travailleurs en Europe par la participation à des programmes sociaux et économiques, tels que la participation et la mise à disposition de formation professionnelle pour les jeunes chômeurs, la participation et la mise en œuvre de systèmes de santé légaux et privés, la participation et la gestion de fonds de pension. Il convient également de débattre sur les propositions de campagnes concrètes et actives qui ciblent les jeunes travailleurs et permettent de les mobiliser de manière appropriée. Enfin, l'avenir du dialogue social en Europe devra également faire l'objet de discussions au cours du projet.

Langues : en, pt

21-16-18-AG

22 – Nouvelles relations de travail: numérisation et stratégies des syndicats

» Numérisation et protection sociale des salariés dans les nouvelles formes de travail

Predeal / Roumanie

24.05. – 27.05.2018

CNS „Cartel Alfa“ / F.N.CORESI (Confederația Națională Sindicală „Cartel Alfa“ / Fundația Națională CORESI)

Cecilia Gostin

Tél. : +40 – 21 – 539 53 00

E-mail : def3@cartel-alfa.ro

La numérisation entraîne des modifications profondes dans l'économie et la société au niveau national, européen et international. Il est ainsi évident qu'outre des effets positifs visibles pour différents secteurs, des effets néfastes peuvent également apparaître si aucune adaptation adéquate n'a lieu. Le système de l'assurance sociale pourrait également être concerné. Les plateformes en ligne sur lesquelles l'emploi est réparti sous forme de missions rendent souvent difficile l'identification claire des employeurs et des travailleurs étant donné qu'il existe rarement des contrats de travail individuels dans ce type d'emploi. Or ces contrats sont fréquemment la base du fonctionnement des systèmes de sécurité sociale dans les États membres de l'UE. Pour les personnes concernées, cela signifie qu'elles ne sont plus couvertes par une assurance santé, retraite ou chômage. Le projet doit permettre d'établir des solutions au niveau des États membres pour trouver comment la protection sociale peut également être préservée pour ces nouvelles formes de travail. Le dialogue social doit être renforcé pour compenser les effets néfastes de la numérisation.

Langues : en, es, fr, ro

22-01-18-SE

】 Nouvelles formes d'emploi et nouvelles façons de travailler : l'impact des nouvelles technologies sur l'emploi

Vienne / Autriche

21.06. – 24.06.2018

CFTC (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens)

Joseph Thouvenel

Tél. : +33 – 1 – 73 30 49 17

E-mail : jthouvenel@cftc.fr

L'apparition de nouvelles technologies a également permis le développement de nouvelles formes de travail en Europe telles que le télétravail, le travail en groupes et le travail mobile. Même si ces modifications réagissent aux attentes et aux besoins existants, les questions afférentes ne devraient pas être négligées concernant la protection sociale et la sécurité sociale. Les travailleurs « atypiques » sont particulièrement vulnérables car ils n'ont pas les mêmes droits / conditions de travail que ceux qui s'appliquent à des travailleurs employés dans des rapports de travail traditionnels. Au cours du projet, les besoins et les difficultés d'employés atypiques doivent donc être recueillis et classés dans le but de pouvoir répondre à leurs attentes et de globalement les défendre ainsi que d'identifier les mécanismes de protection et de défense qui sont appliqués par les travailleurs atypiques. De plus, les réflexions actuelles et les bonnes pratiques tirées de différents pays européens à ce sujet seront échangées et les futures évolutions des nouvelles formes d'emploi ainsi que leurs effets sur la société et le monde du travail seront anticipés.

Langues : en, fr, et autres

22-02-18-SE

】 Le monde numérique du travail et les exigences qu'il induit pour les syndicats et les organisations de travailleurs « numériques »

Pula / Croatie

26.09. – 28.09.2018

NBH (Nell-Breuning-Haus)

Rainer Rißmayer

Tél. : +49 – 24 06 – 95 58 – 18

E-mail : rainer.rissmayer@nbh.de

Les profils professionnels changent rapidement : ceux qui, hier encore, se tenaient à côté d'un tour travaillent aujourd'hui à l'aide d'une imprimante 3D. Autour de l'interface homme-machine apparaissent de nouveaux métiers tandis que d'autres disparaissent complètement. Les progrès technologiques génèrent de nouveaux modèles d'activité et mettent les groupes traditionnels sous pression. Parallèlement à cela, le travail numérique modifie la répartition mondiale du travail et crée de nouvelles chaînes de valeur. L'une des formes de travail qui s'est adaptée est, par exemple, le « crowd working ». Les missions y sont proposées et attribuées par voie numérique pour un pool de travailleurs mondial. Quand des entreprises s'organisent sous forme de réseau, elles continuent, certes, à miser sur des salariés mais ont également recours à des indépendants en tant que main-d'œuvre flexible. Le travail sur plateformes numériques fait exploser le cadre du droit du travail actuel. De nos jours, la frontière entre employeurs et salariés s'estompe de plus en plus et il existe des formes d'emploi qui ne relèvent plus du droit du travail.

Le séminaire doit offrir une plateforme de discussion et d'échange compte tenu des exigences actuelles pour les organisations de travailleurs. Avons-nous besoin d'une nouvelle définition du travailleur ou d'une nouvelle définition de l'entreprise ? Comment les droits et les normes de protection peuvent-ils être consolidés ? Où et comment faire naître une nouvelle « culture du conflit et de la grève » ? Comment les organisations de travailleurs peuvent-elles et doivent-elles se positionner sur le plan du numérique ? Le séminaire doit permettre de débattre des questions correspondantes par des exposés introductifs, des exemples de bonnes pratiques et grâce au dialogue avec différents acteurs.

Langues : de, en, fr, sr

22-03-18-SE

» KGZE 2018 : renforcement des capacités à l'ère numérique – les syndicats – la démocratie – le dialogue social

Thessalonique / Grèce

26.04. – 29.04.2018

ÖZA (Österreichisches Zentrum für Arbeitnehmerbildung)

Andreas Gjecaj

Tél. : +43 – 1 – 534 44 39 480

E-mail : andreas.gjecaj@oegb.at

Les axes prioritaires des derniers projets de la KGZE nous ont permis de clairement identifier que nous vivons une nouvelle ère. Alors qu'en l'an 2000, encore près de 75% de toutes les données mondiales étaient disponibles sous forme analogique, en 2015, elles ne représentaient plus qu'à peine 1% du volume de données mondial. Plus de 99% des données mondiales sont depuis enregistrées de manière numérique. Cette mutation radicale ne concerne pas seulement le monde du travail mais englobe toujours plus de domaines de la vie. Par conséquent, des formes de travail et de négociation essentielles doivent être conçues de manière à être « aptes au futur ». Cela concerne le travail des syndicats eu égard à la formation, au recrutement d'adhérents, à la capacité à faire des campagnes, à la conduite de négociations tout comme le rapport des partis politiques vis-à-vis de leurs électeurs, qui constituent des piliers essentiels de l'ordre démocratique et de l'État de droit en association avec les médias (liberté de la presse et d'expression) ainsi qu'avec une justice indépendante. Pour équilibrer les différents intérêts, le « dialogue social » constitue une méthode privilégiée dans les pays européens. Les échanges d'idées et la comparaison avec des « modèles de bonnes pratiques » sous la forme de rapports nationaux doivent permettre le renforcement des capacités pour des organisations de travailleurs mettant l'accent sur les « Balkans occidentaux ». Cela doit également entraîner un renforcement continu des structures pour le dialogue social dans cette région, mais également dans toute l'Europe.

Langues : de, el, en, it

22-04-18-KO

› La dimension humaine à l'ère numérique : l'engagement syndical pour des réponses efficaces et la configuration de l'avenir du travail donnant la priorité à l'intégrité sociale et à la protection de l'emploi

Sofia / Bulgarie

05.07. – 07.07.2018

PODKREPA (Confederation of Labour PODKREPA)

Vesselin Mitov

Tél. : 00 359 – 2 – 987 98 87

E-mail : vesko@podkrepa.org

La numérisation est l'un des sujets les plus importants de notre temps. Elle imprègne nos activités organisationnelles, sociales et économiques quotidiennes, pas seulement de manière occasionnelle mais de manière systématique. Les progrès numériques ont une force de change-

ment considérable qui crée de nombreuses et énormes possibilités pour certains mais qui garantit également des défis de taille. Ils provoquent des ruptures dans les secteurs industriels traditionnels, dans les relations de travail qui se passent bien et dans les valeurs sociales. Tous les travailleurs ne sont pas en mesure de s'adapter suffisamment vite aux changements. On peut décrire une évolution asymétrique qui touche durement les travailleurs et leurs groupes d'intérêts. Alors que les effets positifs profitent majoritairement à l'économie, les travailleurs souffrent énormément à cause de relations de travail floues / inexistantes, de mauvaises conditions de travail, un statut social flou et une sécurité sociale qui faiblit. Les syndicats comptent parmi les acteurs primordiaux dans ces domaines et ont, par conséquent, besoin d'échanger sur les effets de la numérisation sur l'emploi et les conditions de travail.

Le projet doit donc également regrouper des idées sur la manière dont la protection des travailleurs peut être organisée de manière responsable sur le plan politique et social et de manière solidaire en tenant compte de la dignité du travail. Mais les forces motrices qui modifient l'économie et la société devront également être analysées et les cas de bonnes pratiques de l'action syndicale être ainsi présentés.

Langues : bg, de, en, fr

22-05-18-SE

» Les organisations de travailleurs 4.0 : les travailleurs en quête de plus de dignité humaine dans cette nouvelle ère

Slovénie

05.10. – 06.10.2018

ZD NSi (Združenje delavcev Nove Slovenije)

Jakob Bec

Tél. : +386 – 1 – 241 66 68

E-mail : jakob.bec@gmail.com

Les changements sociologiques et technologiques des 20 dernières années ont modifié le sens du travail de manière substantielle. Les emplois, les compétences requises, les conditions de travail ont changé. Le dialogue social d'aujourd'hui est déterminé par les questions suivantes : comment les travailleurs peuvent-ils suivre les nouvelles tendances sociales ? Comment peuvent-ils s'adapter à de nouvelles situations dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie ? Comment les relations de travail peuvent-elles être réglementées ?

L'objectif du projet est de s'occuper de la manière dont les organisations de travailleurs peuvent répondre aux exigences de travailleurs dans le monde de l'industrie 4.0.

A cet effet, les questions suivantes se posent :

- En quoi la situation est-elle différente avant et après la 4ème révolution industrielle ? Comment ces différences agissent-elles sur les organisations de travailleurs et quelles bonnes pratiques existe-t-il dans ce domaine ?
- Comment les organisations de travailleurs peuvent-elles mieux représenter les travailleurs et contribuer au renforcement du dialogue social ?
- Comment le renforcement des capacités peut-il être consolidé par des organisations de travailleurs pour une plus grande influence sur le dialogue social ?

Langues : de, en, sl

22-06-18-SE

23 – Qualité de l’emploi

› Évolution technologique : défi pour des politiques proactives des ressources humaines et de l’emploi

Trogir / Croatie

03.05. – 04.05.2018

Europees Forum VZW

Dirk Uyttenhove

Tél. : +32 - 2 - 475 36 03 84

E-mail : dirk.uyttenhove@acv-csc.be

Le développement technologique entraîne une informatisation et une automatisation croissantes des processus de fabrication et des prestations de service. Les travailleurs courent le risque de perdre leur emploi s'ils ne disposent pas des qualifications et des compétences nécessaires pour pouvoir être employés dans un environnement de travail axé sur les technologies. Les entreprises choisissent souvent d'embaucher de nouveaux travailleurs disposant de compétences numériques au lieu de former le personnel existant en conséquence. Avec son projet, le Forum européen a l'intention de sensibiliser à une politique du personnel et de l'emploi proactive qui se fixe comme objectif de donner aux travailleurs la possibilité de travailler plus longtemps dans la même entreprise dans des fonctions appropriées grâce à des formations continues et des réorientations sur le lieu de travail. Outre une analyse théorique, le séminaire doit notamment présenter des expériences et des modèles pratiques.

Langues : en, fr, nl

23-01-18-SE

)] Comprendre le monde du travail et de l'emploi en fonction de la qualité de vie et de la dignité des travailleurs

Braga / Portugal

07.06. – 10.06.2018

LOC/MTC (Liga Operária Católica – Movimento de Trabalhadores Cristãos)

José Augusto Gomes Paixão et Glória do Nascimento Fonseca

Tél. : +351 – 21 – 390 77 11

E-mail : japaixao@clix.pt

et pesescaldados@sapo.pt

Avec son séminaire, LOC/MTC poursuit deux objectifs : d'une part, les effets de la dévalorisation du travail, qui se ressent dans l'augmentation du chômage structurel et des conditions de travail précaires, sur la vie des travailleurs et de leurs familles doivent être démontrés. Il convient ainsi d'aborder l'appauvrissement de certains travailleurs, la disparition des conventions collectives et la perte afférente de droits collectifs tout comme les maladies psychologiques qui sont déclenchées par une insécurité croissante sur le lieu de travail. D'autre part, un débat approfondi doit être lancé sur la manière dont les organisations de travailleurs peuvent contrecarrer la tendance à la dévalorisation du travail en cherchant, sur la base de valeurs chrétiennes, de la doctrine sociale, des droits de l'homme, de l'écologie et de la dignité humaine, des principes techniques et humains qui promettent des perspectives concernant un développement stable et durable des entreprises et des pays en Europe.

Langues : de, en, es, fr, pt

23-02-18-SE

)] Vers un transport par route socialement juste et compétitif dans l'Union européenne

Budapest / Hongrie

17.01. – 18.01.2019

MOSZ (Munkástanácsok Országos Szövetsége)

Anita Diana Rácz et Imre Palkovics

Tél. : +36 – 1 – 275 14 45

E-mail : international@munkastanacsok.hu

La thèse de départ du séminaire de MOSZ est que la compétitivité des entreprises sur les marchés internationaux et des conditions de travail socialement équitables ne sont pas nécessairement incompatibles. Au

début de la manifestation, des expériences pratiques avec les conditions de travail dans le secteur du transport routier (axe principal : durées de conduite et de repos, salaires applicables et sociétés écrans) et le cadre juridique européen et national doivent être présentées. Avec la participation de spécialistes qualifiés issus des autorités des États membres, de partenaires sociaux de différents secteurs et de la Commission européenne, des recommandations politiques doivent être formulées : elles visent une amélioration de la formation des représentants des fédérations de travailleurs dans la lutte contre les pratiques illégales en matière d'emploi, le soutien des travailleurs qui sont abusés par ce genre de pratiques ainsi que la convergence des conditions de travail (durées de conduite et de repos, salaires applicables et sociétés écrans) et de leur mise en œuvre au niveau européen et national. Les défis posés aux partenaires sociaux et leur rôle doivent être débattus dans ce contexte.

Langues : de, en, fr, hu

23-03-18-SE

)] Croissance durable et marché du travail inclusif – quel est le rôle des partenaires sociaux ?

Vilnius / Lituanie

04.07. – 06.07.2018

LPS „Solidarumas“ (Lietuvos Profesinė Sajunga „Solidarumas“)

Kristina Krupavičienė

Tél. : +370 – 5 – 262 17 43

E-mail : kristinalpss@hotmail.com

Les possibilités offertes par la formation professionnelle et l'apprentissage tout au long de la vie sont un élément central pour un marché du travail inclusif et la qualité du travail. Le projet de Solidarumas doit permettre de présenter aux participants différentes initiatives de l'Union européenne (comme, par exemple, la Nouvelle stratégie pour les compétences en Europe) et le pouvoir de gestion des partenaires sociaux dans le domaine de la formation continue. Du point de vue de chaque travailleur, il convient de remettre en question le fait de savoir s'il est suffisant d'avoir les compétences requises pour une activité professionnelle pour avoir une chance sur le marché du travail et pour trouver un bon travail sur le plan qualitatif. Un plan d'action pour les partenaires sociaux eu égard à la promotion d'un marché du travail inclusif et d'un bon travail doit être élaboré à la fin du séminaire.

Langues : de, en, fr, lt, pl

23-04-18-SE

› Égalité sur le marché du travail : la position et le rôle des femmes

Leyde / Pays-Bas

02.10. – 04.10.2018

WOW (World Organisation of Workers)

Bjørn van Heusden

Tél. : +32 – 2 – 502 72 76

E-mail : bavanheusden@wownetwork.be

L'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur le marché du travail est, déjà depuis de nombreuses années, tout en haut de l'agenda politique et syndical. Même si une série de mesures a déjà été exécutée pour renforcer la position des femmes, il reste encore beaucoup à faire, comme le montrent les chiffres actuels. Ainsi, seulement 65% des femmes avec enfants de moins de 12 ans travaillent, contre 90% des hommes. Les femmes représentent également 75% des salariés à temps partiel. Enfin, les femmes continuent de percevoir un salaire plus faible, ce qui conduit, entre autres, à ce que les congés parentaux soient beaucoup plus souvent pris par les femmes que par les hommes. L'objectif du séminaire de WOW est d'examiner de manière critique les actions des syndicats en faveur d'une meilleure intégration des femmes sur le marché du travail et de réfléchir à quoi pourraient ressembler les futures stratégies. Il convient ainsi également d'aborder l'image et la fonction de modèle des syndicats, dont la direction est souvent dominée par des hommes.

Langues : de, en, es

23-05-18-SE

› Les droits des travailleurs et leur participation au marché du travail – reconnaissance de ces droits par la législation de l'UE et le droit national

Madrid / Espagne

05.10. – 07.10.2018

CEAT (Centro Español para Asuntos de los Trabajadores)

David Cervera Olivares

Tél. : +34 – 648 16 48 87

E-mail : asociacionceat@gmail.com

La numérisation du monde du travail conduit, d'une part, à ce que les travailleurs doivent acquérir de nouvelles compétences pour l'exercice de leur profession, mais d'autre part, elle entraîne également l'appari-

tion de nombreux nouveaux rapports de travail souvent précaires. L'intention du séminaire de C.E.A.T. est de créer une nouvelle prise de conscience concernant l'importance de l'apprentissage tout au long de la vie en tant que condition préalable essentielle au maintien des rapports de travail existants et de réclamer davantage d'engagement et de sensibilisation pour la préservation et la qualité des emplois auprès des institutions européennes et nationales. Il convient d'étudier quels sont les droits des travailleurs qui sont le plus en danger et quelles sont les réglementations du droit du travail qui doivent relever du droit européen.

Langues : en, es, it, pt

23-06-18-SE

)] L'avenir du travail (Contribution au 100ème anniversaire de l'OIT)

Bucarest / Roumanie

04.02. – 06.02.2019

CNS „Cartel Alfa“ / F.N.CORESI (Confederația Națională Sindicală „Cartel Alfa“ / Fundația Națională CORESI)

Cecilia Gostin

Tél. : +40 – 21 – 539 53 00

E-mail : def3@cartel-alfa.ro

L'« Initiative du centenaire sur l'avenir du travail » de l'OIT deviendra un point de référence important pour l'organisation du futur du travail dans les années à venir. Dans un monde globalisé, les intérêts des travailleurs en Europe sont constamment reliés à ceux de nombreux autres employés dans d'autres régions du monde et ils déploient des interactions variées. Grâce aux procédés de numérisation actuels dans le monde du travail, ce processus bénéficie d'un élan supplémentaire qui est perceptible presque partout pour les travailleurs. Pour le futur dialogue social en Europe, il est, par conséquent, très important de participer à cette initiative de l'OIT pour, ainsi, pouvoir reprendre à son propre compte de manière appropriée les modifications et les défis qui doivent être considérés comme décisifs dans le monde. Dans le projet de Cartel Alfa / CORESI, les questions suivantes doivent notamment être explorées : quelles sont les valeurs partagées par les organisations de travailleurs réunies ? Quel peut être le diagnostic / l'analyse vis-à-vis des défis essentiels ? Quelles sont les solutions possibles et les expériences existantes à ce sujet ? Quel rôle peut jouer l'OIT ? Existe-t-il un besoin de réformes ? Quelles perspectives / stratégies et quels réseaux peuvent être mis en place et aménagés ? Comment les

résultats du séminaire peuvent-ils être intégrés dans l'« Initiative du centenaire sur l'avenir du travail » de l'OIT ?

Langues : en, es, fr, ro et une autre

23-07-18-SE

» « L'économie au centre »: travail décent et vie décente en Europe – vision ou réalité ?

Kirchhundem / Allemagne

03.06. – 09.06.2018

KAB Deutschlands (Katholische Arbeitnehmer-Bewegung Deutschlands e.V.)

Wilfried Wienen

Tél. : +49 – 221 – 77 22 – 213

E-mail : wilfried.wienen@kab.de

Les effets de la crise économique et financière sur les marchés du travail européens, la pression concurrentielle croissante pour les entreprises due à la mondialisation et à la concurrence mondiale afférente et la numérisation du monde du travail ont entraîné une augmentation du chômage et des rapports de travail précaires, l'érosion des droits des travailleurs, la diminution de la qualité de vie pour les travailleurs et même une augmentation des maladies psychologiques (« burnout »). Au cours de son séminaire, KAB Deutschlands souhaite analyser les caractéristiques des conditions de travail d'aujourd'hui (à l'aide de points clés tels que les horaires de travail, la sécurité et protection de la santé au travail, le salaire minimal, les rapports de travail précaires, le travail intérimaire, l'égalité entre les hommes et les femmes, la sécurité sociale, un salaire équitable) et rappeler les normes fondamentales du travail fixées par l'Organisation internationale du travail (OIT) et leur mise en œuvre. L'objectif poursuivi par le séminaire est de développer, outre les échanges d'expérience, des opportunités d'action politiques au-delà des frontières nationales et d'élaborer des pistes d'action et des étapes concrètes dans le but de garantir des conditions de travail dignes en Europe et de renforcer la dimension sociale de l'UE.

Langues : de, en

23-08-18-SE

› 7ème semaine sociale européenne : le bien commun, la subsidiarité, la solidarité – des moyens pour vaincre la pauvreté et les inégalités sociales en Europe par un dialogue social renouvelé

Milan / Italie

14.02. – 16.02.2019

EZA (Europäisches Zentrum für Arbeitnehmerfragen)

Sigrid Schraml

Tél. : +49 – 22 23 – 29 98 – 0

E-mail : eza@eza.org

Ces dernières années, l'inégalité sociale entre différents pays de l'Union européenne mais également au sein de ces pays a augmenté à cause, entre autres, de la crise économique et financière. L'objectif de la 7ème Semaine Sociale Européenne est de montrer comment, dans les domaines des impôts, de l'enseignement et de la formation ainsi que de la numérisation et de la robotisation dans le monde du travail, des dispositions qui peuvent assurer une plus grande justice sociale peuvent être prises. L'une des questions décisives lors de la conférence sera de savoir comment l'on peut préserver une bonne sécurité sociale pour tous, même sur le long terme. Il convient alors notamment d'étudier le rôle des partenaires sociaux et du dialogue social.

Langues : de, en, es, fr, it et une autre

23-09-18-KO

› Emploi dans le secteur des soins de santé

Vilnius / Lituanie

25.10. – 27.10.2018

EPSIN (European Platform for Social Integration)

Bruno Machiels

Tél. : +32 – 475 – 72 47 74

E-mail : brumac@telenet.be

Les évolutions technologiques, les améliorations qualitatives et l'augmentation de l'espérance de vie ont modifié les exigences professionnelles concernant les employés du secteur de la santé. De nouveaux emplois sont également apparus, notamment dans le secteur des soins, et les conditions de travail ont changé. Dans ce contexte général, il est nécessaire d'instaurer un dialogue social qui ne traite pas seulement des augmentations de salaire mais qui élabore également des solutions

pour améliorer les conditions de travail et éviter les heures supplémentaires irrégulières et qui tiennent également compte de la pression professionnelle et de la responsabilité élevée des salariés dans les métiers de la santé. Le séminaire doit permettre de présenter des expériences pratiques, également grâce à des visites d'entreprise, et de promouvoir les échanges européens. A la fin du séminaire, il convient de formuler des recommandations que les participants doivent transmettre à leurs collègues dans leurs organisations en tant que multiplicateurs.

Langues : de, en, lt

23-10-18-SE

24 – Le socle européen des droits sociaux

» Le Socle européen des droits sociaux : comment encourager la mise en œuvre des droits sociaux et plus de « mordant » pour les partenaires sociaux ?

Turin / Italie

17.05. – 18.05.2018

Beweging.academie

Sofie Put

Tél. : +32 – 2 – 246 37 31

E-mail : sofie.put@beweging.net

Dans le cadre du projet de Beweging.academie, la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux sera analysée en comparaison avec l'application des droits sociaux dans d'autres textes de loi, tels que dans la Charte sociale européenne et dans le Pacte international des Nations Unies relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966. Toutefois, le renforcement des droits sociaux au niveau européen peut contribuer à équilibrer les tendances contraires parmi les États membres et à faire diminuer le risque de chocs socioéconomiques. Le contenu du projet consiste, premièrement, en l'analyse du processus politique qui a permis l'apparition du socle et, deuxièmement, en une analyse approfondie des droits sociaux contenus dans le socle et de leurs possibilités de mise en œuvre. Une attention particulière est accordée à toutes les possibilités que le socle formule pour l'amélioration de la qualité de vie des travailleurs, notamment des travailleurs issus de couches sociales à bas et moyen revenu. Le projet doit ensuite permettre de présenter aux organisations de travailleurs les différentes évolutions sociales nationales et la mise en œuvre de droits sociaux dans les mesures nationales de politique sociale à travers des exemples de bonnes pratiques. De cette manière, Beweging.academie souhaite présenter des moyens permettant le soutien de la mise en œuvre du socle et permettant ainsi de regagner la confiance des travailleurs issus des couches sociales à revenu bas et moyen dans le projet européen. Il convient d'élaborer des propositions concrètes pour le contrôle de la convergence sociale ascendante via une liste de priorités de politique sociale, pour l'harmonisation des mesures politiques et pour la promotion de la cohérence politique entre la politique sociale et la politique économique et financière.

Langues : en, es

24-01-18-SE

› Le Socle européen des droits sociaux : opportunités et enjeux pour le dialogue social sectoriel au niveau de l'entreprise, des pays et de l'Europe

Bruxelles / Belgique

22.10. – 24.10.2018

BIE Int. (Bouw-Industrie & Energie International)

Tom Deleu et Jan Franco

Tél. : +32 – 2 – 285 02 32 (T. Deleu)

+32 – 2 – 285 02 59 (J. Franco)

E-mail : tom.deleu@acv-csc.be

et jan.franco@acv-csc.be

BIE International vzw souhaite réunir les dirigeants syndicaux et les représentants de différents secteurs autour d'une table pour exploiter le nouveau dynamisme au sein de l'UE concernant les questions sociales et le dialogue social et élaborer une carte relative aux chances, aux risques et aux défis. Le résultat de ce projet sera un document qui constituera, pour les représentants syndicaux, un instrument utile pour des négociations réussies dans le cadre du dialogue social fraîchement consolidé. Le projet permet tout d'abord d'explorer les raisons de la crise financière et les effets de la politique d'austérité sur les travailleurs et le dialogue social. En outre, les raisons de la méfiance des travailleurs vis-à-vis du projet européen seront analysées et les possibles solutions seront présentées. Après un débat sur la manière dont un dialogue social concernant le socle européen des droits sociaux peut être mené avec succès, des solutions pratiques seront élaborées pour les dirigeants syndicaux et les partenaires de négociation. De cette manière, BIE International vzw souhaite renforcer les syndicats pour qu'ils assument un rôle actif dans le dialogue sur le socle européen des droits sociaux.

Langues : de, en, es, fr, nl, pl

24-02-18-SE

› L'avenir de l'Europe – la dimension sociale

Utrecht / Pays-Bas

04.04. – 06.04.2018

CNV (Christelijk Nationaal Vakverbond)

Hester Houwing

Tél. : +31 – 30 – 751 13 44

E-mail : h.houwing@cnv.nl

Le point central du projet est le processus de réflexion relatif au futur de l'Europe dans les cinq à dix années à venir. CNV souhaite insister sur l'importance de la dimension sociale de l'Europe pour les travailleurs, les citoyens et les organisations sociales. L'accentuation insuffisante de la dimension sociale en Europe constitue le point de départ. Dans le cadre du projet, CNV souhaite approfondir son argumentation sur les raisons pour lesquelles la dimension sociale de l'Europe doit être, à l'avenir, renforcée de manière à ce qu'apparaisse une concurrence entre les travailleurs et les États membres sur la base de rapports de travail de très grande valeur qualitative plutôt que sur la base d'une législation sociale insuffisante ou de différences salariales. L'autre mission éducative du projet est de montrer comment le socle européen des droits sociaux peut contribuer à une Europe plus sociale. A partir d'une observation générale du futur de l'Europe et via des mesures politiques concrètes qui ont une influence directe sur la vie des travailleurs, les organisateurs élaborent une série de propositions concrètes sur le plan politique concernant les pratiques sur le marché du travail européen. Les travaux du séminaire se déroulent dans le cadre d'ateliers thématiques.

Langues : de, en, fr, nl

24-03-18-SE

› Europe sociale, mouvements de travailleurs et dialogue social: une vision commune pour le « Socle européen des droits sociaux » ?

Manchester / Royaume-Uni

08.11. – 10.11.2018

GEPO (Groupe Européen de Pastorale Ouvrière)

Pontien Kabongo

Tél. : 00 32 – 81 81 12 60

E-mail : pontien.kabongo@cefoc.be

Le socle européen des droits sociaux constitue le point de départ de ce projet par lequel il convient de déterminer ce que désigne concrètement la notion de « conditions de travail équitables ». Les parallèles et les différences entre les États membres de l'UE concernant l'emploi, les salaires, les conditions de travail, le licenciement, le dialogue social et l'équilibre travail/vie privée seront analysés et repris dans les recommandations pour les critères. A la fin du projet, des propositions concrètes seront soumises pour l'introduction à l'échelle européenne de critères relatifs à la garantie d'un travail décent pour tous les citoyens. La mise en œuvre concrète du projet se fait en appliquant la méthodologie « Voir – Apprécier – Agir ». Parmi les autres pierres angulaires des discussions figurent les traditions sociales chrétiennes, la doctrine sociale catholique et les droits de l'homme.

Langues : de, en, fr, pt

24-04-18-SE

» Le Socle européen des droits sociaux : vers plus d'égalité en Europe, vers une Europe plus sociale

Vilnius / Lituanie

08.11. – 10.11.2018

LDF Education Center (Vsi Lithuanian Labor Federation Education Center)

Rasita Martišė

Tél. : +370 – 656 – 3 41 43

E-mail : rasiitaj@gmail.com

Le projet du LDF Education Centre doit évaluer, en se basant sur les résultats de l'année précédente, dans quelle mesure le socle européen des droits sociaux peut mettre à la disposition des États membres une ligne de conduite pour réagir aux modifications identifiées dans le projet de l'an dernier sur le marché du travail et pour les aider à se préparer à de nouvelles formes d'emploi. Un deuxième objectif du projet est une évaluation de la mesure dans laquelle le socle a déjà été mis en œuvre. Le LDF Education Centre évaluera l'application à l'aide des attentes des syndicats concernant le socle : des objectifs obligatoires à l'échelle européenne ou « benchmarks », par exemple pour des dépenses pour la politique sociale comme partie du PIB, la pression du socle sur des décideurs politiques nationaux pour atteindre ces objectifs et pour donner une orientation plus sociale à la politique nationale. Une attention particulière sera portée aux conditions de travail équitables, à une protection sociale adéquate et durable et à l'équilibre travail/vie privée. Les chances offertes par le socle d'atteindre les intentions afférentes également dans les États membres d'Europe de

l'Est seront également soigneusement examinées. Enfin, les représentants des organisations de travailleurs doivent se voir demander leur appréciation de la manière dont le socle peut apporter une réponse aux défis pour les travailleurs face à un marché du travail numérisé et à ses effets sur les systèmes sociaux.

Langues : de, en, es, lt

24-05-18-SE

» L'avenir de l'Europe – la dimension sociale de l'UE

Vienne / Autriche

13.12. – 14.12.2018

ÖZA (Österreichisches Zentrum für Arbeitnehmerbildung)

Andreas Gjecaj

Tél. : +43 – 1 – 534 44 39 480

E-mail : andreas.gjecaj@oegb.at

Durant le séminaire, les mesures actuelles de la Commission européenne dans le domaine de la dimension sociale de l'UE seront analysées et évaluées. Un accent particulier sera mis sur le débat relatif à l'avenir d'une Union européenne à 27 États membres et sur le document de réflexion concernant la dimension sociale de l'UE. Enfin, ce débat relatif au futur de l'Europe est le point de départ d'un processus pour l'UE à 27, par lequel il convient de décider du futur de l'intégration européenne en commençant par le Sommet de Rome, les festivités des 60 ans d'intégration européenne jusqu'aux élections du Parlement européen en 2019. Les partenaires sociaux européens et nationaux devront jouer un rôle prépondérant dans les décisions à prendre pour le futur de l'Europe, et pas seulement parce que ces décisions auront, à leur tour, de lourdes conséquences pour le dialogue social en Europe. Dans le cadre du projet, les options pour l'avenir de la dimension sociale de l'Europe seront analysées et évaluées du point de vue des travailleurs. On cherchera à savoir quels défis l'UE à 27 devrait surmonter collectivement et quels instruments de l'UE constituent une valeur ajoutée dans ce processus. Des idées, propositions et options concrètes seront élaborées et des stratégies seront développées sur la manière dont les organisations de travailleurs peuvent s'engager dans les discussions. Le résultat du projet permettra aux organisations de travailleurs de défendre une position commune dans le débat concernant le futur de l'Europe et la dimension sociale de l'UE par rapport aux organisations de travailleurs, aux gouvernements nationaux et aux parlements nationaux et leur permettra de formuler des recommandations politiques directes.

Langues : de en, es, fr, it

24-06-18-KO

25 – Sécurité et santé au travail : lieux de travail sains

» Trois ans après les agendas migration et sécurité : où en est le secteur public ?

Bucarest / Roumanie

20.09. – 22.09.2018

EUROFEDOP (Europese Federatie van het Overheidspersoneel)

Bert van Caelenberg

Tél. : +32 – 2 – 230 38 65

E-mail : bert.vancaelenberg@eurofedop.org

Avec son projet, EUROFEDOP a l'intention de réaliser, trois ans après les agendas relatifs à la migration et à la sécurité de la Commission européenne, un inventaire pour le service public dans différents secteurs. Les salariés de la police et du secteur de la défense sont engagés dans la lutte contre le terrorisme pour assurer la sécurité au sein de notre société ; le personnel judiciaire est confronté à la radicalisation dans les établissements pénitentiaires, les collaborateurs des ministères et des autorités locales et régionales ont pour mission d'aider les gens qui sont dans le besoin après avoir quitté leur pays d'origine. Le séminaire doit permettre d'étudier les répercussions de ces missions et de ces situations sur le bien-être psychique des collaborateurs. La confrontation avec les tragédies humaines peut constituer un poids considérable à supporter pour les employés de la fonction publique, c'est pourquoi il convient de se demander si les gouvernements ont des plans pour aider le personnel de la fonction publique à faire face à des situations de misère et de détresse humaine.

Langues : de, en, es, ro

25-01-18-SE

› Sécurité et santé au travail

Košice / Slovaquie

28.06. – 01.07.2018

NKOS (Nezávislé kresťanské odbory Slovenska)

Lubica Černá

Tél. : +421 – 903 29 73 22

E-mail : centrum@nkos.sk

Le travail dans l'industrie électrique et métallurgique est soumis à des risques particuliers pour la sécurité et la santé des travailleurs. La manipulation de machines et d'appareils, les chutes d'une certaine hauteur et les chutes d'objets peuvent entraîner des blessures, les intoxications par émanation de produits chimiques dans l'air menaçant et il peut y avoir des contacts avec des substances cancérigènes. Outre une sensibilisation générale des employeurs et des travailleurs au thème de la sécurité et de la protection de la santé au travail, seul un système de gestion de la sécurité au travail concret peut contribuer à la prévention des accidents avec des règles et des procédures déterminées. L'objectif du projet est de démontrer les risques, de présenter des exemples de mesures de prévention et d'élaborer des stratégies pour les organisations de travailleurs et les acteurs opérationnels. Le projet doit être mis en place dans le contexte de fond des activités correspondantes de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail et du cadre stratégique de l'UE pour la sécurité et la santé au travail 2014–2020.

Langues : de, en, sk

25-02-18-SE

› Environnement, qualité et sûreté : les travailleurs et l'innovation

Padoue / Italie

28.09. – 30.09.2018

FEDER.AGRI. (Federazione Nazionale per lo Sviluppo dell'Agricoltura)

Alfonso Luzzi

Tél. : +39 – 06 – 700 56 10

E-mail : feder.agri@mcl.it

Même si le nombre d'accidents dans l'agriculture a baissé de manière continue ces dernières années, il existe de nouveaux risques, notamment lors de la manipulation des machines et des appareils ; ces

risques sont dus, d'une part, au fait que la technicisation et la numérisation conduisent à des exigences de qualification toujours plus élevées mais que, d'autre part, l'âge des employés est souvent très élevé dans l'agriculture et que de nombreux saisonniers étrangers, qui ne sont pas assez formés pour pouvoir se servir en toute sécurité de machines et d'appareils toujours plus complexes, y travaillent. Avec son projet, FEDER.AGRI. souhaite attirer l'attention sur ce problème et présenter des moyens permettant, d'une part, de fournir des instructions aux travailleurs agricoles concernant l'utilisation sûre et sans danger des machines et des appareils mais aussi, d'autre part, de concevoir l'équipement technologique de manière à pouvoir simplifier la prise en main.

Langues : de, en, es, it

25-03-18-SE

Groupe de thèmes 3

Quels facteurs de la vie professionnelle influencent la qualité de vie des travailleurs ?

31 – Travailler et vivre dans un monde du travail numérique

› Le monde numérique du travail – Industrie 4.0 : nouvelles opportunités pour les jeunes

Strasbourg / France

13.11. – 14.11.2018

ACLI – ENAIP (Associazioni Cristiane Lavoratori Italiani – Ente Nazionale ACLI Istruzione Professionale)

Matteo Bracciali et Clara Pozzi

Tél. : +39 – 06 – 584 05 96

E-mail : matteo.bracciali@aclி.it et clara.pozzi@aclி.it

Lors du séminaire 2018, ACLI abordera de nouveau le thème de l'« Industrie 4.0 » pour approfondir la compréhension et la réflexion concernant les conséquences qu'auront l'industrie 4.0, l'intelligence artificielle et les robots dans différents domaines d'activité. Les domaines sur lesquels les débats relatifs à l'industrie 4.0 se concentreront sont : l'assistance sociale, les soins médicaux et les travaux d'entretien, le tourisme durable ainsi que l'analyse de l'utilisation de gros volumes de données (big data). L'un des autres objectifs du séminaire sera l'échange et la confrontation des pratiques de l'enseignement professionnel et de la formation (continue) professionnelle qui existent dans les pays concernés et qui doivent apparaître durablement avec le développement des technologies. Le séminaire vise notamment à étudier les nouvelles compétences qui pourraient être intégrées dans les profils professionnels déjà présents et être nécessaires pour de nouveaux métiers. Il convient également d'analyser la manière dont la numérisation agit sur les jeunes eu égard à l'accès au monde du travail et aux systèmes de formation.

Langues : en, fr, it

31-01-18-SE

» Les opportunités et les risques du monde numérique pour les femmes

Bressanone / Italie

14.09. – 15.09.2018

AFB (Arbeiter-, Freizeit- und Bildungsverein)

Heidi Rabensteiner

Tél. : +39 – 0471 – 25 41 99

E-mail : info@afb.bz

Dans de nombreux secteurs de service et secteurs économiques, des formes de communication numérique et d'appareils électroniques d'appui sont largement répandus et les procédures de travail guidées par logiciel sont souvent la règle. La diffusion du télétravail et du travail mobile basé sur les TIC est compris, selon l'enquête européenne sur les conditions de travail (EWCS) 2015, dans une fourchette comprise entre 7% (Italie) et 37% (Danemark). Les progrès technologiques et la numérisation de tous les procédés et informations appropriés dans les processus de production et de service sont considérés comme de gros moteurs d'innovation : de nouveaux métiers naissent en permanence tandis que d'autres disparaissent. Le remplacement de la main-d'œuvre humaine par des machines sera surtout accéléré là où cela permet des économies et/ou des gains de productivité. Les processus de production intégrés, le big data et la robotique sont les concepts clés d'une mutation fondamentale ultérieure de la société du travail. Cette transformation pose de nouveaux défis aux organisations de travailleurs étant donné que les bouleversements structurels dans le monde du travail modifient également les conditions de travail et doivent ainsi être accompagnés d'innovations dans la législation du travail et concernant la sécurité sociale. La définition même de la main-d'œuvre semble remise en question et la différence entre salariat et indépendance est ébranlée. L'objectif du projet est d'examiner cette transformation dans une perspective de genre. L'une des préoccupations importantes de l'IPEO est la mise en œuvre de l'égalité des chances dans les congés parentaux et les responsabilités familiales. C'est une bonne occasion d'ancrer dès le départ la dimension du genre dans le processus de numérisation du monde du travail et d'ainsi mieux ancrer les intérêts des travailleuses dans la prise de conscience et les actions des syndicats.

Langues : de, en, it

31-02-18-PF

Travailler moins, vivre mieux – organiser le temps de travail dans la nouvelle économie

Porto / Portugal

07.02. – 10.02.2019

CFTL (Centro de Formação e Tempos Livres)

João Paulo Branco

Tél. : +351 – 21 – 812 07 20

E-mail : paulo.branco@fcagroup.com

Les nouvelles technologies d'information et de communication ont une influence croissante sur l'économie, les horaires de travail et contribuent de manière déterminante à faire disparaître les frontières entre travail et temps libre, à savoir le temps pour soi, la famille et l'environnement social. L'économie numérique fait naître de nouveaux défis importants pour l'organisation du temps de travail traditionnelle qui remonte à l'ère industrielle. Dans ce contexte, les débats juridiques et syndicaux autour de cette question deviennent de plus en plus pertinents car il est indispensable que la flexibilisation du droit du travail ne signifie pas la fin de ce dernier ni la réduction continue des droits des travailleurs au repos, à la vie de famille et aux contacts sociaux.

Le séminaire doit approfondir cette thématique en tenant compte des dernières réformes du travail au Portugal et dans d'autres pays participants et la mettre en relation avec les exigences du cadre juridique communautaire pour le progrès social et économique de l'Union européenne. Le temps de travail constitue l'un des aspects les plus complexes et les plus difficilement négociables du dialogue social dans chaque pays et dans le cadre européen. La directive européenne relative au temps de travail est un exemple clair de cette complexité et de la difficulté à formuler les intérêts très divergents des entreprises, des travailleurs et des différents États membres avec chacun leur culture et différents modèles de relations de travail. Il existe cependant des expériences réussies concernant des formes négociées d'aménagement du poste de travail qui bénéficient à la fois aux travailleurs et aux entreprises.

Langues : de, en, es, pt

31-03-18-SE

Le monde numérique du travail – Industrie 4.0 : conditions de travail, besoins de nouvelles compétences professionnelles, réforme des systèmes d'éducation et de formation, tendances de l'emploi et distribution des revenus dans la société

Louvain / Belgique

22.10. – 23.10.2018

HIVA – Onderzoeksinstituut voor Arbeid en Samenleving

Hubert Cossey

Tél. : +32 – 16 – 32 33 39

E-mail : hubert.cossey@kuleuven.be

L'industrie 4.0 et les politiques industrielles afférentes de tous les pays membres de l'UE provoqueront des répercussions et des ruptures dans les entreprises, dans les relations de travail, dans les systèmes de formation et dans l'ensemble de la société. Malgré l'attention politique dont bénéficie l'industrie 4.0 actuellement, une série de questions sociales et politiques reste encore trop négligée aujourd'hui, ce qui est en rapport avec une mentalité souvent technocratique lors de l'exécution de modifications techniques. Alors que les effets de ces modifications sont évalués de manière pessimiste pour le marché du travail, le recours aux technologies est souvent évalué de manière trop optimiste. Cela entraîne des actions malavisées dans de nombreux projets politiques, notamment en raison de revendications des employeurs concernant des modifications dans le système de formation. Néanmoins, la stratégie de spécialisation industrielle intelligente promue par la Commission européenne et les États membres de l'UE mise non seulement sur la technologie et les compétences disponibles sur le marché du travail mais également sur la manière dont les entreprises et les systèmes de formation professionnelle gèrent ces compétences.

Les conséquences des modifications sur les conditions de travail, l'emploi et la répartition des revenus par la séparation croissante des hausses de productivité et de l'évolution salariale méritent la reconnaissance et le renouvellement du dialogue social dans la gestion de ces défis sociétaux. Par conséquent, les objectifs les plus importants du projet sont :

- La critique des perspectives entrepreneuriales, encore plus que des perspectives individuelles, des capacités liées à la numérisation et à l'étude de conditions pour des « écosystèmes de compétences » régionaux.
- La recherche de réponses aux conséquences de l'industrie 4.0 sur le travail, les conditions de travail, l'emploi et la répartition des revenus du point de vue des travailleurs.

- La formulation de conditions dans lesquelles le dialogue social peut obtenir un rôle important dans les changements potentiellement considérables vécus dans les entreprises, dans l'économie et sur le marché du travail.

Langues : de, en et une autre

31-04-18-SE

Travailleurs 50+ – Emplois verts et numériques, robotiques, tendances économiques et nouvelles technologies : faire face aux défis des nouvelles connaissances et compétences par l'éducation et la formation professionnelle, le recyclage et le rôle des syndicats

Larnaca / Chypre

16.05. – 18.05.2018

KIKEA-DEOK (Cypriot Institute of Training/Education and Employment (KIKEA) – DEOK)

Constantinos Eleftheriou

Tél. : +357 – 22 – 21 03 60

Fax: +357 – 22 – 67 04 94

E-mail : constantinos@deok.org.cy

L'économie verte, la numérisation et la technologie robotique dans le monde du travail constituent des défis considérables pour les travailleurs pour accéder au marché du travail, parvenir à y rester ou y retourner. Les travailleurs doivent gérer de nouvelles exigences concernant leurs compétences. Cela concerne notamment les travailleurs âgés de 50 ans et plus. Ils subissent surtout des licenciements et du chômage de longue durée par manque de formation continue concernant des aptitudes nécessaires dans des activités « vertes » et numériques. Le dialogue social, aussi bien au niveau national qu'au niveau européen, doit être intensifié et se concentrer davantage sur le nouvel environnement économique innovant et les conditions de travail afférentes. Les partenaires sociaux du côté des travailleurs doivent déterminer, dans un dialogue social démocratique, pertinent et efficace, les politiques, les mesures et les actions nécessaires à tous les niveaux qui conduiront à un travail digne, à la création d'emplois de qualité et à des opportunités de revenus pour les travailleurs de plus de 50 ans et les chômeurs de longue durée.

Au cours du séminaire, des spécialistes et des cadres syndicaux doivent également analyser et discuter des besoins de formation et de formation continue en lien avec l'économie verte, la numérisation et le recours à la technologie robotique dans le monde du travail pour les travailleurs de plus de 50 ans, comme des possibilités d'un dialogue social efficace correspondant pour étudier les tendances de l'emploi, la répartition des revenus et les exigences de la formation professionnelle.

Langues : el, en, fr

31-05-18-SE

Opportunités de travail 4.0 dans le secteur culturel/artistique suite à une Europe innovante et en mutation

Doorn / Pays-Bas

29.07. – 31.07.2018

Association Christian Artists

Leen La Rivière

Tél. : +31 - 10 - 421 25 92

E-mail : leen@continentalart.org

Pour beaucoup, la crise économique et financière est derrière nous ; ce n'est pas le cas pour le secteur de l'art et de la culture. Les réductions budgétaires nationales et communales ont de graves conséquences sur les opportunités de nombreuses personnes quant au fait de trouver des revenus et un emploi dans ce secteur. 95 % des travailleurs culturels quittent ce secteur 10 ans après l'obtention de leur diplôme. L'un des autres phénomènes est l'augmentation drastique de la flexibilité concernant les conditions de travail. Se pose la question de savoir comment la situation décrite ci-dessus peut conduire à une situation digne vis-à-vis des revenus, au respect de la santé, des conditions sociales et du temps consacré à l'apprentissage et au renouveau. Quelles sont les mesures et les réglementations mûrement réfléchies qui peuvent aider le groupe croissant des indépendants en solo ? Une autre des questions à se poser est de savoir quelle valeur ajoutée en matière d'apprentissage peut être tirée de l'observation du nouveau monde industriel et de la numérisation. Le séminaire repose sur les résultats d'un séminaire précédent.

Langues : de, en, fr

31-06-18-SE

» Le monde numérique du travail : flexible, où que ce soit, indépendant

Bressanone / Italie

03.05. – 05.05.2018

AFB (Arbeiter-, Freizeit- und Bildungsverein)

Heidi Rabensteiner

Tél. : +39 – 0471 – 25 41 99

E-mail : info@afb.bz

Les progrès techniques et les réseaux de données mondiaux ont fondamentalement modifié l'activité entrepreneuriale, dont l'organisation du travail, mais également les relations sociales entre les humains. Citons comme exemple les portails d'informations et de communication, l'e-commerce et la numérisation des techniques de transmission, des données relatives aux citoyens, de la logistique, des médias. Or la numérisation et la mise en réseau des informations (big data) ont d'abord formé la condition préalable à un élan d'innovation qui modifie désormais le monde du travail et le milieu de vie en profondeur. Le potentiel d'innovation de l'association d'informations numériques avec des installations et des procédés de production est utilisé à travers tous les secteurs de production et toutes les prestations de service publiques et privées et il est, petit à petit, sondé plus en profondeur. La numérisation du milieu de vie et du monde du travail est source de nouvelles opportunités mais engendre également un risque d'aggravation des situations problématiques déjà pernicieuses qui ont été provoquées par les crises économiques, les offensives de dérégulation néolibérales et des changements structurels globaux : chômage de masse, précarisation, approfondissement du fossé qui existe entre les riches et les pauvres, affaiblissement des normes de protection sociales, perte d'influence des syndicats.

Le projet permet de mettre en lumière les domaines problématiques de la numérisation et de l'industrie 4.0 à partir de deux perspectives :

1. une analyse des évolutions actuelles en lien avec la numérisation et la dérégulation pour lesquelles il existe déjà des recherches et des valeurs empiriques scientifiques provenant de la représentation syndicale.
2. des informations concernant de possibles scénarios d'évolution qui paraissent plausibles dans le monde du travail et dans l'organisation de la société (mobilité, formation, communication et information) grâce à la numérisation et aux progrès techniques.

La question est de savoir si et comment les syndicats et d'autres organisations de travailleurs peuvent imposer la durabilité sociale et l'équité comme ligne directrice pour des réglementations légales et coopératives dans le monde du travail et le milieu de vie du futur.

› Travail numérique – travailler n’importe quand, n’importe où – l’incidence sur les travailleurs, leurs familles et la société

Birmingham / Royaume-Uni

18.10. – 20.10.2018

ECWM – EBCA – MTCE (European Christian Workers Movement)

Otto Meier

Tél. : +49 – 171 – 751 79 44

E-mail : presidency@mtceurope.org

Les nouvelles technologies d’informations et de communication (TIC) ont révolutionné le monde du travail et la vie quotidienne au XXI^e siècle. Le « cloud working » permet de travailler indépendamment du temps et du lieu. En ce qui concerne l’incertitude relative aux effets concrets du travail numérique, il apparaît désormais déjà évident que les nouvelles techniques modifient radicalement le rapport entre le travail et le temps libre et le vivre ensemble en famille ainsi que dans le village/quartier. Le futur est ouvert : personne ne peut savoir comment nous travaillerons dans dix, vingt ou cinquante ans. Mais cela ne signifie pas que nous ne pouvons pas organiser le monde du travail du futur. Le séminaire doit permettre de s’engager dans le dialogue social concernant ces questions et de formuler des revendications auprès des politiques et des syndicats. Les aspects suivants doivent notamment être traités :

- Les effets positifs doivent être renforcés et les conséquences négatives réduites.
- L’organisation du temps de travail évolue, c’est pourquoi des réglementations relatives au temps de travail doivent être appliquées et l’exécution d’heures supplémentaires non rémunérées doit être réduite.
- Le travail sur appel, l’état de tension permanent requiert des réglementations en matière de droit du travail.
- Il convient également de porter une attention particulière à la protection du travail, à la sécurité sur le lieu de travail et à la protection de la santé.

Langues : de, en, es, fr

31-08-18-SE

› Le monde numérique du travail : Industrie 4.0

Milan / Italie

10.10. – 12.10.2018

FLC (Fondazione Luigi Clerici)

Paolo Cesana

Tél. : +39 – 02 – 41 67 57

E-mail : clericici@clerici.lombardia.it

Le séminaire vise une analyse de la formation. L'un des axes principaux est la question de savoir à quel point il est important, d'une part, de promouvoir le passage à un emploi qualifié mieux adapté aux nouveaux besoins eu égard à l'emploi durable. D'autre part, il est important de gérer les conséquences de la numérisation dans le monde du travail sur le nombre d'employés et les salaires. Concernant la formation, il est indispensable de renforcer le rôle de la formation scolaire et universitaire et de promouvoir une formation professionnelle alternative avec des expériences combinées école/travail. Par ailleurs, il est nécessaire, dans le secteur de l'éducation, de repenser les cursus universitaires eu égard aux compétences qui deviennent nécessaires dans l'industrie 4.0 et de les adapter en conséquence. Il sera également nécessaire de procéder à une formation active des travailleurs disposant de compétences faibles ou moyennes afin de préserver et d'améliorer leurs futures opportunités d'emploi et de combler les lacunes dans l'utilisation des techniques numériques. A cet égard, le séminaire doit permettre un échange de réflexions et d'expériences adéquat.

Langues : de, it

31-09-18-SE

› L'incidence du monde numérique du travail sur les vies des travailleurs et de leurs familles, considérations socio-éthiques

Velehrad et Starého Města /
République tchèque

28.09. – 30.09.2018

KAP (Hnutí „Křesťan a práce“)

Petr Koutný

Tél. : +420 – 731 – 16 68 14

E-mail : koutnyp@post.cz

La 4ème révolution industrielle va se poursuivre. Outre les aspects positifs de cette évolution technique, parmi lesquels figurent sans aucun doute la disparition du travail laborieux / monotone et les réductions

du temps de travail, on s'attend également à des phénomènes problématiques dans la société comme dans la sphère privée. Cela nécessite que la société traite ces défis pressants dans un cadre national, européen mais également mondial.

Cela implique de réfléchir aux modifications du travail et à leur importance. Les formes et les conditions de travail changent.

Les effets de l'influence de la numérisation se font déjà sentir, les conséquences sont actuellement assez difficiles à évaluer.

On ne peut souvent constater qu'après coup combien cette évolution aurait dû être associée à de profonds changements dans les processus de formation.

Sans sécurité complexe au niveau légal, social et éducatif, le monde numérique peut devenir une menace pour de nombreuses personnes. Ces menaces peuvent se trouver dans la perte d'importance des considérations éthiques par une orientation croissante de l'économie vers le seul objectif de maximiser rapidement les bénéfices tout comme dans la menace de la dignité au travail, dans la destruction des liens familiaux et sociaux.

L'objectif du projet est de discuter d'une stratégie de défense contre les répercussions négatives de l'environnement numérique sur les travailleurs et leurs familles ainsi que d'attirer l'attention sur les conditions sociales en pleine évolution afin de pouvoir mieux prévenir les tensions sociales.

Langues : cs, de, en, it

31-10-18-SE

› Ce que vous devez savoir pour votre inscription

- Le travail d'EZA sert d'information et de participation au dialogue social dans l'Union européenne aux syndicats et aux organisations de travailleurs. L'objectif particulier d'EZA est d'appliquer les résultats et les recommandations des manifestations au travail quotidien des participants. Pour cette raison les activités s'adressent aux multiplicateurs, aux délégués syndicaux et aux délégués des organisations de travailleurs.
- Sur le site web d'EZA (www.eza.org) vous serez informé des modifications éventuelles.
- Les conditions des manifestations sont fixées par l'organisateur respectif. Veuillez vous informer auprès de celui-ci !
- Selon l'entrée des inscriptions, l'offre de langues peut changer.

› Mentions légales

Editeur:

Centre européen pour les travailleurs (EZA)
Johannes-Albers-Allee 2
D-53639 Königswinter
www.eza.org

Mise en page & Composition:

HellaDesign, Emmendingen
helladesign@web.de

Version:

23.04.2018

› Langues de conférence

Abréviation	Langues de conférence
bg	bulgare
cs	tchèque
de	allemand
el	grec
en	anglais
es	espagnol
fr	français
hr	croate
hu	hongrois
it	italien
lt	lituanien
lv	letton
nl	néerlandais
pl	polonais
pt	portugais
ro	roumain
sk	slovaque
sl	slovène
sr	serbe



Avec l'aimable soutien de l'Union européenne